



BULLETIN MENSUEL PROJET ACCOMPAGNEMENT



Sept 1994/Vol.1, No.4

CALENDRIER :

Formations :

La deuxième formation en français et au Québec pour accompagnateurs et accompagnatrices aura lieu cet automne, bien qu'il reste à préciser les dates.

Prochains bulletins - dates de tombée:

Bulletin d'octobre: le 30 septembre

Bulletin de novembre: le 28 octobre

Réunions :

A la réunion du 10 septembre, nous avons élu un comité de coordination intérimaire. Celui-ci est composé de Geneviève Lessard (Secours Tiers Monde à Québec), de Jean-Claude Lauzon (SLAM à St-Gérôme) et de Nathalie Robitaille. Geneviève est chargée d'entamer une recherche de fonds et/ou de parrainage auprès d'un organisme reconnu, afin d'assurer une continuité dans la coordination du PA ici au Québec.* Nous tenons à remercier tous les participants à la réunion.

La date de la réunion d'octobre reste à confirmer. Si vous avez du temps disponible d'ici-là pour faire du bénévolat, ou si vous voulez être informé de la date de la réunion, laissez-nous un message au 840-1008.

PAR CONSCIENCE SOCIALE, VEUILLEZ FAIRE
CIRCULER CE BULLETIN. MERCI!

Ont participé à la réalisation de ce numéro :
Nathalie Hamel, Maeve Hauteceur, Geneviève Lessard et Janet Ledwell

Le Projet Accompagnement est un réseau d'organismes canadiens créé pour répondre à la requête des réfugiés guatémaltèques pour un accompagnement international. Il a donc pour

but de former des bénévoles et de sensibiliser les gens à travers des réseaux de solidarité.

*Projet Accompagnement
420, rue St-Paul est
Montréal, QC H2Y 1H4
FAX 844-0113, TEL 840-1008
E-mail paqando@web.apc.org*

NOUVELLES DU NORD

COMPTE-RENDUS, DELEGATION QUEBECOISE ETE 1994

Equipe #1 - Visites à Nueva Esperanza, Huehuetenango et au Chiapas. Comme vous avez dû lire dans le précédent bulletin, nous sommes partis en délégation au Mexique et au Guatemala durant le mois de juillet. Pour vous permettre de comprendre la complexité de la situation des réfugiés, nous aimerions vous transmettre ce que nous a confié Hilda Elisabete Cabrera, membre d'ARDIGUA (Association des réfugiés guatémaltèques dispersés au Mexique).

Les réfugiés ont quitté le Guatemala par villages entiers et vivent actuellement dans des camps au Mexique. D'autres personnes sont parties seules ou en très petits groupes, on les appelle des dispersés ou des déplacés. Elles ont été victimes d'une répression sélective: la terreur a d'abord commencé par l'assassinat de leaders, puis de membres d'organisations ou de syndicats, pour ensuite toucher toute la population.

Une fois au Mexique, les réfugiés dispersés (environ 150 000 dans tout le pays, la majorité vivant au Chiapas) ont dû mettre de côté leurs coutumes et leur langue pour se fondre dans la population locale et ainsi se

* Steven Kaal quitte son poste de directeur régional du
Projet Accompagnement (Québec-Ontario)

"mexicaniser". Pour cela, ils ont dû aussi apprendre l'hymne national, le nom du président, celui des ministres et connaître parfaitement la Constitution. Certains ont même changé de nom pour ne pas être reconnus; d'autres sont allés se cacher dans la forêt. Beaucoup de ces réfugiés dispersés ont établi des relations avec les paysans mexicains: ils participent aux récoltes, ce qui leur assure un moyen de survie. Plusieurs d'entre eux deviennent ouvriers agricoles et ne reçoivent que la moitié du salaire mexicain. Ayant fui leur pays, les déplacés n'ont pas de papiers d'identité, ils sont donc considérés comme clandestins. Ne pouvant revendiquer leurs droits, ils sont alors contraints à accepter de mauvaises conditions de travail. Aujourd'hui, le gouvernement mexicain leur accorde un permis de travail (F.M.3), renouvelable annuellement, mais il ne leur permet pas de se déplacer librement. De plus, la population mexicaine croit que les réfugiés veulent prendre leur pays et leur travail.

Les déplacés ont peu ou pas accès aux services de santé. Ils se servent de leurs connaissances sur les plantes médicinales pour compenser le manque de médicaments. Quand les parents vivent en ville, les enfants peuvent aller à l'école comme auditeurs libres, mais ils n'obtiennent aucun diplôme qui pourrait attester leur scolarité. Mais le plus souvent, les enfants ne peuvent pas accéder à l'éducation.

Un autre problème touche les réfugiés: la population les soupçonne d'appartenir à l'armée zapatiste du Chiapas. Beaucoup ont pensé qu'il y avait une relation entre la naissance de cette armée et l'arrivée des réfugiés, mais le gouvernement mexicain a affirmé qu'il n'y avait aucun Guatémaltèque parmi les Zapatistes. Le contraire aurait été surprenant, les réfugiés éprouvent une certaine reconnaissance envers le Mexique pour les avoir accueillis et ils sont très respectueux des lois. Malgré ce démenti officiel, les soupçons persistent.

Mlle. Cabrera nous a ensuite parlé de sa vie de réfugiée dispersée. Pour survivre, les membres de sa famille ont dû travailler dans

les plantations de café dans des conditions très difficiles (ils devaient brûler au tison leurs plaies causées par des sortes de tiques). Grâce à un Mexicain qui a accepté de l'inscrire à l'école en même temps que ses propres enfants, Hilda a pu s'instruire sous un nom d'emprunt. Mais aujourd'hui, ces études ne sont reconnues ni par le Mexique ni par le Guatemala, elle ne peut donc pas aller à l'université sous son vrai nom. Sa mère est retournée dans son pays où elle a retrouvé son identité: elle porte enfin librement et avec fierté son costume traditionnel. Elle travaille aussi pour ARDIGUA, mais au Guatemala.

- NH et MH

Equipe #2 - Visite dans l'Ixcán. "Le Guatemala est le microcosme par excellence du mal-développement." Manon Hogues, intervenante invitée à la session de formation de la délégation québécoise du Projet Accompagnement de juillet dernier, commençait ainsi sa présentation sur le contexte historique et politique du Guatemala. Cette phrase, elle la répètera à plusieurs reprises, tout au long de son exposé, afin qu'aucun des membres de l'assistance ne se méprenne: la situation des paysans guatémaltèques ne consiste nullement en la triste conséquence de quelque carence en ressources naturelles. Elle insiste, le Guatemala est un pays riche: 22 micro-climats, une incroyable variété de produits, etc.

Marcos Sales Morales est membre du comité d'éducation de la "junta directiva" à Veracruz, campement temporaire des retournés au Guatemala, situé dans l'Ixcán. Lui aussi s'est fourvoyé pendant longtemps dans son analyse des causes de la pauvreté de son peuple. Assis autour d'une table, dans sa galère, nous écoutons l'histoire qu'il raconte pendant que tout près de nous, dans leur hamac, sa femme et ses huit enfants essaient de s'endormir. "Ma famille était très pauvre. Quand j'étais petit, nous n'avions rien. Nous étions tous ignorants. Nous ne savions même pas combien il y avait de départements au Guatemala. Il y avait des écoles, mais les enfants des Mayas ne pouvaient pas s'y

inscrire. Le secondaire n'était accessible qu'aux riches. Il nous fallait travailler dans les grandes fermes de la côte du sud. Quand nous demandions de l'aide aux chefs du gouvernement, ceux-ci prétextaient, pour nous la refuser, le manque de ressources. Nous ne savions pas qu'ils mentaient. Nous ne pouvions pas nous défendre parce que nous n'avions aucune connaissance".

C'est par la radio, au moment où, dans les milieux académiques, on commençait à crier à l'injustice, qu'il prend connaissance des réalités auxquelles il ne lui avait pas été donné d'avoir accès.

Au milieu des années '60, avec la nouvelle de l'existence de terres cultivables non utilisées dans le département du Quiché, au nord-ouest du pays, les paysans découvrent l'espoir d'une vie meilleure. Avec le père Guillermo Woods, missionnaire américain de la communauté catholique des Maryknolls, ils partent s'établir en pleine forêt vierge. Notre hôte explique: "Le Père Woods avait décidé de travailler avec les paysans. Il avait fait beaucoup de pressions sur le gouvernement du Guatemala. Les autorités l'ont menacé à quelques reprises. Un de ses collègues lui avait d'ailleurs conseillé de revenir aux Etats-Unis, mais il avait décidé de rester avec nous, en disant qu'il voulait continuer sa mission. Nous avons construit la piste pour les avions avec lui, de nos mains. Il était difficile de se déplacer car les routes étaient en mauvais état, mais le père Woods, avec son avion, s'occupait de tout le transport pour les communautés. Lui, il posait des actions concrètes. Il ne faisait pas que parler."

En peu de temps, cinq coopératives se développent: Mayalan, Xalbal, Cuarto Pueblo, Los Angeles et Pueblo Nuevo. Monsieur Morales se lance dans la description de l'Ixcan paradisiaque d'avant la répression. Décidément, ce soir, il n'est pas d'humeur à économiser ses mots: "Il y avait du maïs, des haricots, du poisson, des épices, les animaux de la jungle que nous chassions avec nos chiens, des poules, des porcs, du miel, de la canne à sucre, des oranges, des bananes, des

pommes ... des tortues. Les enfants pouvaient déguster des ananas grands comme ça!" dit-il en écartant les mains et en allongeant les syllabes.

Puis, 1975 annonce le début du cauchemar avec la première attaque militaire à Xalbal. En 1976, le père Woods se fait assassiner. Les années à suivre donneront cours aux agressions de plus en plus fréquentes de l'armée et les paysans, peu à peu, fuient pour se réfugier dans le sud du Mexique ou dans les montagnes environnantes.

C'est alors au Mexique que les paysans, à la lumière de leur lourde expérience, ont compris quelle était la voie de la justice. L'étude des lois nationales et de la langue espagnole leur permettra de prendre les mesures qui s'imposent; au terme de quelques années de vie à l'étranger, les réfugiés forment des commissions permanentes responsables d'entâmer le processus de négociation avec le gouvernement et s'attirent l'attention de la communauté internationale.

Même si les progrès effectués depuis l'exode des Guatémaltèques vers le Mexique sont impressionnants, beaucoup de travail reste à faire. L'éducation est une richesse dont les retournés connaissent la valeur. Prochaine étape à franchir, l'obtention de 600 quetzals par mois du gouvernement pour l'achat de matériel didactique et la reconnaissance par l'Etat des promoteurs d'éducation: "L'enseignement dispensé au sein de nos communautés est reconnu, mais les enseignants ne le sont pas. Il s'agit là d'une habile manoeuvre du gouvernement pour éviter d'avoir à déboursier des salaires". Monsieur Morales s'arrête un moment. Considérant la concentration en ville des institutions académiques au Guatemala, nous constatons, une fois de plus, l'importance du potentiel de contribution de l'ensemble des entreprises des retournés à l'évolution des conditions de la société civile en général.

Décidés à renverser toute structure mettant en péril l'enseignement dans les nouvelles communautés, ils élaborent des plans d'action: "Nous sommes en train de mettre sur pied un

Institut de Base qui sera responsable de négocier avec le gouvernement, à partir des besoins exprimés par les coopératives en matière d'éducation. Cet institut devrait être en fonction dès 1995."

Autre objectif des retournés, le Programme National d'Education. Les paysans ont le droit, considèrent-ils, d'accéder à la matière académique telle que dispensée dans les écoles de la ville. Pour assurer le lien entre les promoteurs d'éducation et la ministère, ils ont fait appel à PRODESA, un organisme de Santiago.

Pour le moment, le soutien à l'éducation à Veracruz provient de l'Eglise, de l'UNICEF et du gouvernement municipal de Playa Grande. Nous réaliserons, au cours de notre voyage, l'ampleur du problème que représente l'insuffisance de matériel de base nécessaire à l'enseignement, dans les nouvelles communautés définitivement établies comme à Veracruz.

L'entretien avec monsieur Morales prit fin. En quelques heures, il avait raconté les dernières décennies de son peuple, marquant le rôle primordial de l'éducation dans le passage d'un état de vulnérabilité totale à un pouvoir d'action encore fragile, mais qui continue de s'accroître. En me rappelant les sourires des enfants qui se rendaient à l'école le matin, chargés de leur pupitre, j'imagine qu'ils ont eu droit, eux aussi, à des récits semblables.
- GL

NOUVELLES DU SUD

(tiré du bulletin national du Projet Accompagnement)

Déclaration conjointe des trois groupes de retour (vertientes) - 22 juin 1994. Le 24 juin à Comitán au Chiapas, les trois groupes de retour se sont réunis afin de dénoncer les entraves au processus de retour causées par le manque de volonté politique du gouvernement de Ramiro de León Carpio et les différentes instances gouvernementales impliquées.

Dans une déclaration conjointe, ils accusent divers organismes gouvernementaux tels la

CEAR, le CONAP, FONAPAZ et FONATIERRA de nuire au processus de retour. Les "vertientes" font les demandes suivantes:

1. A l'égard des fonds alloués aux déplacés, on demande que le gouvernement révèle comment ont été investis les fonds prêtés par le Taiwan (\$30 millions) et la Banque Mondiale (\$120 millions); on demande également de savoir comment FONAPAZ et FONATIERRA a administré cet argent.
2. On exige une investigation à l'égard de ces fonds, en partant de 1986 jusqu'à présent, et d'instituer des poursuites judiciaires, y inclus la restitution des fonds, contre les personnes responsables de détournement de cet argent.
3. On demande que les Commissions permanentes soient impliquées dans l'administration de ces fonds.
4. On fait appel au Président, Ramiro de León Carpio, pour qu'il agisse rapidement afin de solutionner le problème des populations déplacées, en particulier des réfugiés et retournés.

VARIA

Une première réunion d'accompagnateurs internationaux a eu lieu dans la capitale guatémalteque cet été, de façon à instituer des réunions mensuelles. Le but est d'améliorer la coordination et la crédibilité de l'accompagnement, ainsi que d'assurer un partage d'information.

- JL